

LES ACCORDS INSTITUTIONNELS ANTIPIRATERIE EN AMERIQUE LATINE : UNE REPONSE ACTIVE AU FLEAU DE LA PIRATERIE

TABLE DES MATIERES

Introduction

1. Les accords interinstitutionnels : considérations générales

- 1.1. Identification des principales causes de la piraterie
- 1.2. Une nécessaire articulation des processus macro et micro
- 1.3. Un inventaire non exhaustif des possibles actions qu'une alliance peut entreprendre
- 1.4. Les acteurs qui devraient intervenir dans un accord interinstitutionnels

2. L'expérience colombienne.

2.1 Les origines du « Convenio antipirateria colombiano » (la convention anti piraterie colombienne).

2.2 Les stratégies de fonctionnement du Convenio

2.3 Les rôles des différents membres du Convenio

2.3.1. Les membres appartenant à l'exécutif

2.3.2 Les organes judiciaires et de contrôle

2.3.3 Les organismes internationaux

2.3.4 Les associations professionnelles

2.4 Actions mises en œuvre par le Convenio antipirateria

2.5 Résultats

3. Autres exemples de stratégies de lutte contre la piraterie entrepris en Amérique Latine et en Espagne

3.1 Venezuela : Accord institutionnel anti-piraterie et le COMANPI 1996

Accord pour la conformation du groupe d'action national anti-piraterie (GANA), 2002

3.2. Chili : Commission Nationale anti-piraterie (CONAPI), 2001

3.3 Pérou : Commission multisectorielle contre la piraterie, l'adultération et la falsification de produits, 2000 et CONTRACOPIA, 2002

3.4. Espagne : La plate-forme anti-piraterie 2001

Tableaux récapitulatifs de l'implication des différents acteurs dans la lutte contre la piraterie



LES ACCORDS INSTITUTIONNELS ANTIPIRATERIE EN AMERIQUE LATINE : UNE REPONSE ACTIVE AU FLEAU DE LA PIRATERIE

La piraterie, liée au développement des nouvelles technologies, s'est développée et diversifiée au cours de ces dernières années. Face à cette situation, diverses politiques et stratégies novatrices de lutte ont été mises en place, certaines impulsées par l'adoption et l'entrée en vigueur des accords ADPIC. Ainsi, plusieurs pays latino-américains ont établi des comités ou accords inter-institutionnels, dont certains, comme le *Convenio Antipirateria* lancé en 1995 en Colombie, connaissent un grand succès. Une étape préalable reste cependant indispensable à la réussite de tels programmes : la sensibilisation active des populations et des gouvernements quant aux conséquences de la piraterie sur les auteurs, éditeurs, producteurs, distributeurs, et autres entrepreneurs développant leurs activités dans le cadre des biens et des services culturels, mais également l'Etat et la société dans son ensemble.

1. Les Accords Interinstitutionnels : Considérations générales

Les accords inter-institutionnels de lutte contre la piraterie proposent un modèle original basé sur la **concertation** et l'union des efforts des différents secteurs privés et publics.

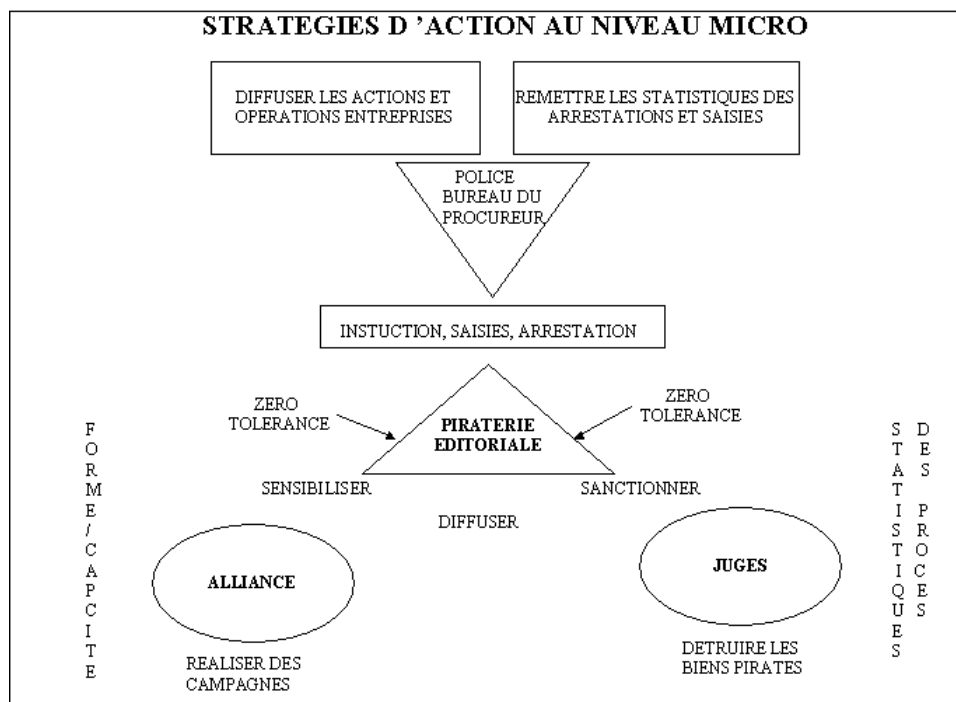
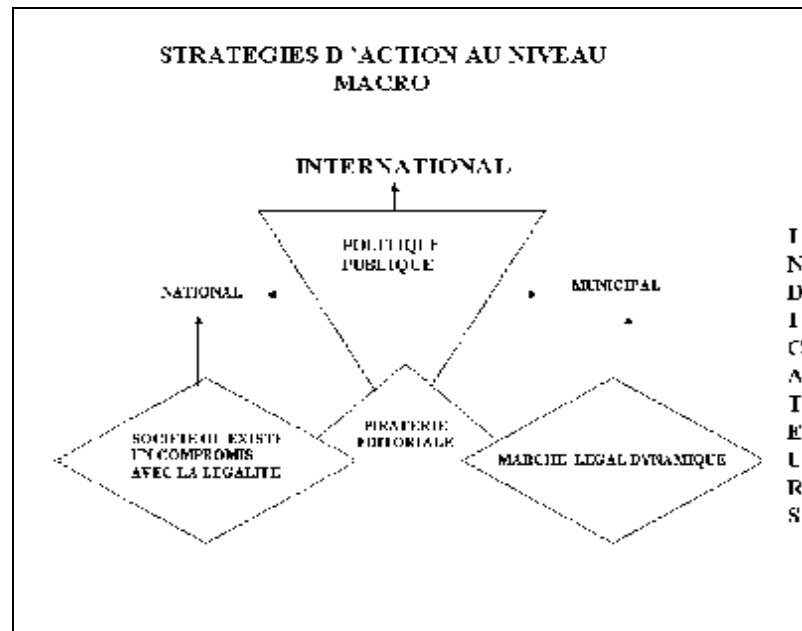
1.1. Identification des principales causes de la piraterie

Les causes sont multiples :

- **Difficultés d'accès aux œuvres protégées à cause des déficiences des canaux de distribution.**
L'importance du marché des marchandises piratées et la prospérité de « l'industrie illégale » de la musique, du software et de la vidéo rendent nécessaire l'adoption de stratégies de renforcement du marché légal.
- **Coût élevé des biens culturels par rapport au PIB par habitant.**
Ainsi la vente de biens piratés augmente souvent de façon proportionnelle à la diminution du PIB par habitant.
- **Régimes de protection du droit d'auteur et des droits voisins déficients ou inefficaces.**
- **Difficultés dans la pleine application des normes.**
Le renforcement des législations et l'alourdissement des sanctions liées aux droits de propriété intellectuelle nécessitent d'être soutenus par une agilité croissante des procédures de saisie-contrefaçon mais aussi par des ressources économiques suffisantes.
- **Faible degré de sensibilisation** de l'opinion publique par rapport aux effets négatifs qu'implique l'acquisition d'exemplaires illicites et **un manque d'information** relative à l'importance de la piraterie et de ses répercussions néfastes sur l'emploi, l'économie et la fiscalité des pays (rares sources d'information et statistiques sur la piraterie).

1.2. Une nécessaire articulation des processus macro et micro.

Certes les stratégies d'action et de lutte contre la piraterie qui peuvent être mises en œuvre sont multiples mais, pour obtenir des succès, il est indispensable **d'articuler les actions entreprises à niveau micro** (entreprises privées, institutions officielles) **et celles entreprises à niveau macro** (Etat, politiques publiques). Les accords inter-institutionnels permettent ainsi, qu'à travers une intense concertation et le partage d'information et de savoir-faire entre les différents membres, cette articulation des stratégies soit la plus adaptée et la plus efficace possible.



1.3. Un inventaire non exhaustif des **actions possibles** pouvant être entreprises par une alliance.

Ce que les accords inter-institutionnels peuvent faire en pratique dépend largement du degré d'organisation et concertation entre les secteurs privé et public, et surtout de la volonté politique des autorités publiques et du gouvernement.

Parmi les actions entreprises par les alliances ou accords inter-institutionnels latino-américains, on trouve:

- Analyse et proposition normative.
- Prévision et mise en œuvre et contrôle des stratégies concrètes de lutte contre la piraterie.
- Quantification et évaluation de l'impact économique de la piraterie.
- Réalisation de statistiques sur les résultats des actions légales.
- Echange d'informations entre les membres.
- Formation de juges civils et pénaux, procureurs, agents d'instruction pénale, fonctionnaires dans les services des douanes et des impôts et autres fonctionnaires en droit d'auteur, droits voisins, techniques d'identification des biens piratés, etc.
- Etablissement d'accords avec les médias pour la diffusion de campagnes de sensibilisation.
- Campagnes publicitaires afin de sensibiliser l'opinion publique sur les néfastes conséquences économiques, culturelles et sociales qu'entraîne la piraterie.
- Diffusion d'une culture de respect des droits dérivés de la propriété intellectuelle.
- Organisation de réunions avec les grands groupes d'utilisateurs.
- Publications de la législation nationale de droit d'auteur, des conventions et traités internationaux souscrits en la matière, de la jurisprudence, etc.
- Organisation de Forums Nationaux Anti-piraterie.
En ce sens, le CERLALC (Centro Regional Para el Fomento del Libro en America Latina y el Caribe) propose la mise en place de forums, avec une périodicité non inférieure à 3 ans, centrés sur la divulgation et la sensibilisation aux questions relatives à la piraterie. Participeront à ces forums l'ensemble des membres des accords anti-piraterie, mais également des organismes multilatéraux et régionaux comme l'OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle), le CERLALC, l'UNESCO, etc., et des associations internationales comme le GIE (Groupe Interaméricain des Editeurs) et l'IFPI (International Federation of the Phonographic Industry).
- Création d'une unité spécialisée de réception des plaintes et de saisies des copies illégales.
- Constitution de procédures et formulation d'instruction de travail appropriées à la lutte contre la piraterie.

1.4. Les **acteurs** qui devraient intervenir dans un accord inter-institutionnel.

L'efficacité et la productivité d'un accord inter-institutionnel dépendent du grand nombre d'acteurs publics et privés locaux déployant leurs activités dans des secteurs affectés par la piraterie.

- Dans le secteur privé : les associations de professionnels représentant les différents secteurs des industries culturelles.

Ce sont des associations d'auteurs, d'éditeurs, de distributeurs, de libraires, etc., qui donnent parfois l'impulsion à ces accords. Cependant, les associations intersectorielles ont en générale plus de capacités et disposent de véritables possibilités d'action.

- Les titulaires des droits de propriété intellectuelle doivent introduire et stimuler la concertation afin d'éviter l'industrie parallèle pirate.
- Les distributeurs et acteurs de la commercialisation doivent maintenir une vigilance constante et soutenir activement les programmes anti-piraterie. Ils sont une source d'information statistique fiable.

- Dans le secteur public : le gouvernement, les organes judiciaires, de fiscalisation et de contrôle.

Ces organes veillent au respect des dispositions du droit d'auteur et des droits voisins et à leur application, notamment au sein des institutions publiques. Ils mènent aussi une action ferme dans le domaine de l'investigation des délits de piraterie de tous niveaux et de leur répression, ces actions étant régies par le principe de « tolérance zéro ».

Ils affichent ainsi leur volonté d'une sécurité juridique, indispensable pour garantir les investissements et la stabilité des industries liées au droit d'auteur, mais aussi la garantie d'une protection législative suffisante.

2. L'expérience colombienne

2.1. Les origines du *Convenio Antipirateria Colombiano*

La piraterie constituait au début des années 90 un véritable fléau en Colombie. En effet, les taux de la piraterie ne cessaient de croître, malgré la ratification des principaux traités relatifs à la protection de la propriété intellectuelle par ce pays, ainsi que les réformes législatives entreprises par la loi 44 de 1993, établissant de nouveaux types de procédures pénales, augmentant les peines de prison et les amendes imposées, et appliquant le régime commun du droit d'auteur et des droits voisins (Décision 351 de 1993).

C'est pourquoi le CERLALC (Centre régional pour la promotion du livre en Amérique Latine et les Caraïbes), organisme intergouvernemental, lance en 1995 l'idée de créer en Colombie une force permanente entre les entités publiques et privées en rapport avec le droit d'auteur au travers d'un accord inter-sectoriel connu aujourd'hui sous le nom de ***Convenio Antipirateria para Colombia***. Il s'agissait de **faire travailler ensemble les différents acteurs impliqués pour atteindre un objectif commun : réduire le champ d'action des contrevenants au droit d'auteur.**

En 1995, le CERLALC et 5 institutions colombiennes (le Procureur Général de la nation, le Département administratif de sécurité, la Direction nationale du droit d'auteur, le Centre colombien du droit d'auteur et l'Universidad Externado) **endossent cet objectif.** Commence alors à se dessiner un grand programme de formation destiné aux juges, aux procureurs et à la police judiciaire. C'est la question du financement qui fait entrer le secteur privé dans le

programme (associations représentant les secteurs les plus touchés par la piraterie), avec un projet-pilote de formation des fonctionnaires de justice de Bogota.

Après un an d'activité, de nouvelles entités rejoignent le *Convenio*, et organisent la concertation des actions entre secteurs public et privé. Les associations professionnelles, à présent membres à part entière de l'accord, ainsi que la Direction des impôts et des douanes de la police nationale souscrivent à l'accord inter-institutionnel.

En 1999, le gouvernement colombien ratifie le *Convenio* et des nouveaux membres y adhèrent (la présidence de la République, le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la communication, le Ministère de la Culture, la Commission Nationale de la télévision et l'association représentant la télévision payante).

Aujourd'hui le *Convenio* intègre 19 membres ce qui fait du modèle colombien un cas exemplaire d'alliance anti-piraterie, regroupant les plus hautes institutions publiques, un grand nombre d'associations privées et un organisme intergouvernemental (le CERLALC).

2.2. Les stratégies de **fonctionnement** du *Convenio*

Dans le cas étudié, chacun des membres du *Convenio Antipirateria* joue un rôle particulier dans la mise en œuvre d'activités concrètes, sélectionnées préalablement **en concertation** avec tous les membres, en fonction des compétences et du domaine d'action respectifs, en vue d'atteindre les buts fixés.

En ce sens, au sein de la police judiciaire, une **unité d'instruction spécialisée dans les délits contre le droit d'auteur et les droits voisins** est créée en 1995 et une **unité spéciale de procureurs** traitant des infractions commises contre ces droits est mise en place en 1999.

De même, un **comité dirigé par la Direction Nationale du droit d'auteur** élabore, toujours en concertation avec l'ensemble des acteurs privés et publics, une **proposition de réforme du code pénal** en vue d'y intégrer les normes relatives aux droits d'auteur pour une plus grande diffusion et connaissance de ces dernières.

La concertation entre les membres s'est également révélée essentielle dans les domaines de l'instruction, l'investigation, et l'identification des délits de piraterie. Cette activité, incombant par nature à la police et au bureau du procureur, emporte à présent les associations professionnelles d'auteurs, éditeurs, producteurs, et distributeurs afin d'obtenir un grand nombre de données et informations, et de réfléchir grâce à ces indicateurs aux nouvelles stratégies à entreprendre.

2.3. Les rôles des différents membres du *Convenio*

2.3.1. Les membres appartenant à l'**exécutif** :

- **Le Gouvernement** garantit et parraine l'accord inter-institutionnel, et oriente par des directives concrètes l'accomplissement et l'application effective des normes relatives aux droits d'auteur et droits voisins par toutes les entités publiques.
- **Le Ministère des Communications** joue un rôle essentiel, celui de lancer des campagnes de sensibilisation du public sur les problèmes liés à la piraterie, notamment à travers la mise à disposition d'espaces publicitaires sur les radios publiques.

- **Le Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme** a pour mission d'harmoniser la politique destinée à garantir le respect des droits de la propriété intellectuelle avec les politiques industrielles, commerciales et sociales du pays.
- **Le Ministère de la Culture** travaille dans la mise en place de politiques favorisant une distribution plus équitable des biens culturels, des villes vers les campagnes. Il a inclus notamment la question des droits d'auteur dans le Plan National de Culture 2001-2010.
- **La Commission nationale de la Télévision** forme les fonctionnaires à la législation relative à la programmation télévisuelle et aux droits d'auteur, poursuit et détecte les opérateurs illégaux, offre un appui légal et technique aux procureurs, et développe des campagnes de sensibilisation.
- **Le Bureau du droit d'auteur** définit la politique anti-piraterie, et coordonne en quelque sorte les différentes sources d'informations (formes et volume de la piraterie, statistiques).
- **La Direction des Impôts et des Douanes** est également impliquée en raison du manque à gagner en termes de ressources fiscales de la piraterie.

2.3.2. Les organes judiciaires et de contrôle :

Ils doivent rendre la loi effective, et sanctionner toute infraction liée aux droits de la propriété intellectuelle. Ainsi, en matière pénale, le **bureau du procureur** colombien comporte une unité spéciale : *l'Unidad Nacional de Fiscalías Especializada en el Conocimiento de Delitos contra la Propiedad Intelectual y las Telecomunicaciones*.

Dans le cadre du *Convenio*, le bureau du Procureur :

- favorise l'adoption d'accords avec des entités nationales et internationales, publiques et privées, en rapport avec l'Unité spéciale et son domaine de compétence
- participe à des activités de formation destinées à un vaste secteur de fonctionnaires à l'échelle nationale.
- dirige le rapport consolidé de statistiques des délits relevant de sa compétence au niveau national
- réalise des ateliers sur ces questions.
- détermine les activités d'instruction et de recherche avec les organismes de la police judiciaire. Puis elle les coordonne et les réalise avec l'appui de la police judiciaire.

Le renforcement de cette unité, ainsi qu'une rigoureuse sélection de son personnel et une politique de stabilité de l'emploi constituent aujourd'hui des priorités (acquisition d'expérience par les fonctionnaires, assouplissement des procédures).

2.3.3. Les organismes internationaux :

Le CERLALC offre en Colombie une assistance technique dans la mise en œuvre de programmes de lutte contre la piraterie, et conseille pour une meilleure adéquation de la législation en vue de sanctionner plus rigoureusement les délits de piraterie.

Il anime les processus de concertation, et crée des espaces pour l'articulation entre les secteurs privé et public, en vue de promouvoir des plans et des stratégies qui favorisent et protègent le

droit d'auteur. Il est, en outre, chargé des responsabilités du secrétariat technique de l'accord qui coordonne et exécute les activités approuvées.

2.3.4. Les associations professionnelles :

Ces associations représentent et défendent le développement des secteurs des différentes industries culturelles. Elles jouent un rôle essentiel dans la coordination des actions menées avec les organismes officiels et assurent la formation des fonctionnaires pour une meilleure distinction et identification des produits piratés. Elles financent également de manière importante certaines actions anti-piraterie et assument un rôle actif dans l'obtention et la présentation des données représentatives de leur secteur (biens piratés, lieu de vente, etc.). Elles se sont, dans certains cas, constituées partie civile lors de procès judiciaire.

En Colombie, l'association *la Camara Colombiana del Libro* a été particulièrement active au sein de l'accord, et réalise des rapports annuels sur l'état des lieux de la piraterie éditoriale et sur les avances et résultats obtenus dans sa lutte.

2.4. Actions mises en œuvre par le Convenio antipirateria

L'objectif premier du Convenio reste aujourd'hui d'obtenir la plus large diffusion et connaissance possible de la protection par le droit d'auteur et les droits voisins.

Ainsi le Convenio a entrepris les actions suivantes :

- **Formation de juges et de fonctionnaires** en relation avec les droits de la propriété intellectuelle.
- **Réalisation d'études** quantifiant les pertes dans les différents secteurs des industries culturelles en raison de la piraterie.
- **Campagne de sensibilisation** du public à travers des moyens de communication de masse.

Dans le cas colombien, l'utilisation des réseaux publics de télévision et de radiodiffusion nationaux, a été rendu possible grâce au financement par les associations professionnelles et au concours de la Commission nationale de la télévision et du Ministère de la communication, au cours de trois campagnes nationales.

- **Création**, au sein de certains organismes publics, **de cellules ou organes** favorisant l'efficacité de la lutte contre la piraterie, dont l'unité d'instruction consacrée aux délits contre les droits d'auteur et les droits voisins au sein de la police judiciaire et d'une unité spéciale de procureurs.
- Détermination des moyens les plus appropriés pour **adapter les normes et procédures nationales** aux normes internationales.
- **Proposition de textes normatifs** favorisant la lutte contre la piraterie et l'effectivité des normes de propriété intellectuelle.
- **Travail sur la consolidation des données statistiques** (harmonisation des données des institutions judiciaires avec celles du secteur privé) pour calculer la valeur

économique des saisies d'exemplaires illicites et d'équipements ayant servi à la reproduction illicite.

2.5. **Résultats**

Plus de 2000 **fonctionnaires ont été formés** dans les principales villes et les villes frontalières de la Colombie (centre enregistrant les niveaux les plus élevés de piraterie).

La **piraterie a baissé** dans le secteur de la vidéo (de 75% en 1996 à 55% en 1999), dans le secteur de la musique (de 66% à 60%) et celui du logiciel (de 67% à 56%).

D'après la police judiciaire et le Bureau du procureur, entre 1999 et 2000, **les saisies de CDs, vidéos, livres et équipements servant à leur reproduction illégale** ont atteint une valeur de 13 millions de dollars.

Cependant le fléau de la piraterie est loin d'être atténué et l'implication des entités engagées dans le *Convenio* reste essentielle.

3. **Autres exemples** de stratégies de lutte contre la piraterie

De nombreux accords institutionnels ont été mis en place dans les autres pays latino-américains :

- l'Accord Institutionnel Anti-piraterie et le COMANPI, 1996, Venezuela.
- l'Accord pour la formation du Groupe d'Action Nationale Anti-piraterie, 2002, Venezuela
- la Commission Nationale Anti-piraterie CONAPI, 2001, Chili
- la Commission Multisectorielle contre la Piraterie, Contrefaçon et Falsification de Produits, 2000, et CONTRACOPIA, 2002, Pérou
- la Plate-forme Anti-piraterie, 2001, Espagne.

La majorité de ces accords institutionnels de lutte contre la piraterie est née d'**initiatives du secteur privé**. En effet, mis à part le cas du Pérou, les industries privées concernées par le fléau sont à l'origine de tels accords, et sollicitent ensuite, pour leur application, la **collaboration active des organes du secteur public**, les encourageant à ne pas considérer la situation économique comme un frein à la lutte contre la piraterie.

La défense du droit d'auteur et des droits voisins d'une part, et la lutte contre le trafic et le commerce illégal de biens culturels d'autre part, sont les moteurs principaux de ces accords. Le but étant de stimuler la mise en place de mesures anti-piraterie appropriées et leur application effective, ces industries culturelles mènent des **actions similaires** : campagne globale de sensibilisation, formation des autorités compétentes dans la lutte contre la piraterie, proposition et gestion de projets, promotion de mécanismes d'auto-tutelle technique pour contrôler l'utilisation de produits dans l'environnement numérique et analogique, appui des processus administratifs et juridiques. Elles veulent également **développer l'échange multi-sectoriel d'informations et d'expériences** pour la mise en place de stratégies plus efficaces.

3.1 Ainsi au **Venezuela**, en 1996, un **Accord Institutionnel Anti-piraterie** est né de l'initiative privée menée par la Business Software Alliance (BSA), la Motion Picture Association (MPA) et la Fédération Latino-américaine des Producteurs de Phonogrammes (FLAP). Il existe cependant une réelle implication du secteur public dans la mise en place de cet accord, tels que le Ministère de la Justice, le Corps technique de la Police judiciaire et la

Direction Nationale du Droit d'auteur. Il est d'ailleurs mentionné dans l'Accord que « l'entrée du Venezuela à l'OMC force le gouvernement national à adopter des mesures destinées à garantir une application efficace et réelle de la législation des droits d'auteurs ».

Un « *Comando Antipirateria* » est alors créé : le **COMANPI**, organe intégrant la Division contre la Délinquance Organisée du Corps Technique de la Police Judiciaire. C'est la première unité spécialisée dans le domaine des droits d'auteur en Amérique Latine, un précédent pour l'application du modèle dans d'autres pays de la région. Cet organe comprend 9 fonctionnaires ayant reçu une formation dans les domaines de la protection des droits d'auteur et des droits voisins et des techniques d'identification des principaux modes de violation de ces droits. Son activité principale restant la réception et le traitement des plaintes contre les pirates, le COMANPI a organisé des séminaires et des campagnes informatives en collaboration avec la Direction Nationale du Droit d'auteur.

En février 2002, un second **accord pour la formation du Groupe d'Action Nationale Anti-piraterie (GANA)** prend forme au Venezuela. Il se distingue d'une part, par la participation de presque toutes les industries privées affectées par la piraterie et d'autre part, par la nature des entités publiques qui y participent (département de l'industrie et du Commerce). Chaque membre du GANA organise des activités et des programmes de lutte et en informe les autres membres, qui, s'ils y trouvent un intérêt justifié, peuvent alors apporter leur soutien et un appui institutionnel. Chaque programme est ainsi absolument autonome et basé sur une indépendance financière et logistique. Toutefois un travail de collaboration existe pour une sensibilisation des organes du secteur public et le partage des informations.

Il existe cependant deux particularités à l'intervention du GANA : la création d'une base de données au sein de la Direction Nationale du Droit d'Auteur nécessaire à l'obtention de modèles statistiques (emploi, pertes causées par la piraterie aux entreprises et au Trésor public...) et la sensibilisation des organes gouvernementaux, des agents des douanes et d'autres secteurs afin qu'ils croient aux mécanismes de contrôle aux douanes et les exercent.

3.2 Au **Chili**, diverses corporations et associations patronales ont formé, en 2001, la **CONAPI** (Commission Nationale Anti-piraterie), en particulier les associations de distributeurs de software, vidéos, livres et discographie. Cette initiative a pris forme avec l'appui de la Chambre Nationale du Commerce. La CONAPI a organisé une réunion avec le président Ricardo Lagos pour l'inciter à se joindre à l'initiative et ainsi aborder le problème dans l'ensemble des secteurs privés et publics.

La commission a présenté au Ministre de l'Education Nationale un « avant-projet de loi » qui perfectionne la législation actuelle de défense du droit d'auteur et alourdit les sentences à l'égard des contrevenants. Elle engage également les autorités publiques à mener des actions directes contre ceux qui violent la loi 17.336 de la propriété intellectuelle.

3.3 Le cas particulier du **Pérou** est intéressant en ce sens que l'initiative a été impulsée par des organismes gouvernementaux. Ainsi, la **Commission multisectorielle contre la piraterie, adultération et falsification de produits** a été créée en 2000 suite à l'initiative gouvernementale de l'Institut National pour la Compétence et la Protection de la Propriété Intellectuelle (INDECOPI), la Société Nationale des Industries (SANS), et le Département d'Industries, du Tourisme, du Commerce et des Négociations Internationales (MITINCI). Ce n'est que par la suite que d'autres associations et entités rejoignent l'Accord. En effet, la conviction subsiste que l'union des efforts et la concertation entre les institutions publiques et les corporations privées permettront une meilleure protection des droits des artistes et des consommateurs.

En mars 2002, cette commission change de statut et devient une association civile à but non lucratif qui s'appelle alors la **CONTRACOPIA**.

3.4 En **Espagne**, la **Plate-forme Anti-piraterie** (Mesa Antipiratería- Organisme espagnol de lutte contre la piraterie) de biens, droits et produits culturels de divertissement a été créée en 2001 sur le modèle d'une plate-forme commune ouverte à tous les secteurs affectés par la piraterie. Le large éventail des industries concernées, force de cette initiative, s'emploie à sensibiliser l'opinion publique et adopte des mesures comme la création d'un téléphone anti-piraterie facilitant la dénonciation anonyme des infracteurs, ou bien encore l'instauration d'une mention légale sur les biens culturels certifiant l'origine des copies.

La plate-forme a également établi des contacts institutionnels avec les autorités publiques espagnoles et avec l'Union européenne.

Ses membres sont allés le 26 avril 2002 à la commission de la culture au parlement européen pour lui faire part d'une série de mesures urgentes à adopter:

- La création d'un observatoire européen permanent spécialisé dans la lutte contre la piraterie.
- L'assurance que cette lutte soit un critère important dans les négociations avec les nouveaux candidats à l'entrée dans l'UE.
- La création d'un fond européen pour financer les activités de recherche et développement dans les systèmes anti-copie de haute technologie.
- L'harmonisation des directives communautaires concernant les droits de propriété intellectuelle.
- L'amélioration des mécanismes de contrôle aux douanes.
- Le fait que la piraterie ne soit pas seulement du ressort de la juridiction civile mais qu'elle soit considérée comme un délit passible de sanctions pénales dissuasives.

Tableaux récapitulatifs de l'implication des différents acteurs dans la lutte contre la piraterie

PAYS	CHILI	COLOMBIE	PEROU
PROGRAMME	Commission Nationale Anti-piraterie (CONAPI)	Accord Anti-piraterie pour la Colombie	Commission Multisectorielle contre la Piraterie, Adulteration et falsification produits (CONTRACOPIA), 2000
M E M B R E S S E C T E U R P		Présidence de la République	
		- Ministère de Commerce, de l'Industrie et du Tourisme - Ministère de la Culture - Ministère de Communications	Ministère de L'industrie, du Tourisme, Commerce et des Négociations Internationales (MITINCI)
		Bureau du Procureur Général de la Nation	
	Carabiniers et police d'enquêtes	Police Nationale Département administratif de Sécurité (DAS)	-Police fiscale -Direction exécutive d'enquêtes et inspections, Ministère de la Santé
		Direction Nationale du Droit d'Auteur	Institut National de la Compétence et la Protection de la Propriété Intellectuelle
	Direction Nationale des Douanes et Service d'Impôts internes	Direction d'Impôts et Douanes Nationales (DIAN)	-Superintendencia Nationale d'Administración Tributaria (SUNAT) -Office des Douanes
			Municipalité de Lima

U B L I C	Conseil National du livre et de la lecture	Commission Nationale de la Télévision	Direction Général de Santé Environnement (DIGESA)
M E M B R E S S E C T E U R P R I V E	Chambre Chilienne du livre	Chambre du Livre	Chambre du Livre
	Fédération internationale des Industries phonographiques du Chili (IFPI Chili)	Association de Producteurs phonographiques de la Colombie (ASINCOL)	Comité de producteurs de phonogrammes vidéogrammes du Pérou (COPERF)
	Association des Distributeurs de vidéogrammes	Chambre Colombienne de la vidéo (COLVIDEO)	-Motion Picture Association (MPA) -Association de Vidéos du Pérou
	Association des Distributeurs de software (ADS)	Fédération des Industries du Software (FEDESOF)	Business Software Alliance (BSA)
		Association d'opérateurs de télévision	
	-Société chilienne du Droit d'Auteur -Société chilienne d'interprètes -Société des Ecrivains du Chili -Société des Droits Littéraires du Chili	-Société d'Auteurs et compositeurs (SAYCO) -Association colombienne d'interprètes et producteurs phonographiques (ACINPRO)	-Association d'Auteurs et compositeurs (APDAYC) -Association Nationale d'Artistes, interprète et exécutants (ANAJE)
	-Association des imprimeurs du Chili -Collège des Bibliothécaires du Chili	Centre colombien des Droits d'Auteur (CECOLDA)	-Société nationale des Industries -Association Nationale des Laboratoires pharmaceutiques (ALAFARPE) -Association Protectrice des Droits humains (APDIF) -Association Nationale des Industries pharmaceutiques d'origine et capital national (ADIFAN)
		Université "Externado de Colombia"	
ORGANISMES INTERGOUVERNEMENTAUX		CERLALC	

PAYS	VENEZUELA		ESPAGNE
PROGRAMME	Accord Institutionnel Anti-piraterie, 1996	Accord pour la formation du Groupe d'Action Nationale Anti-piraterie, 2002	Plate-forme Anti-piraterie, 2001
S E C T E U R P U B L I C	Ministère de Justice		
	Corps Technique de Police Judiciaire		
	Direction National du Droit d'Auteur	Service Autonome de la Propriété Intellectuelle (SAPI), Ministère de l'Industrie et du Commerce	
		Centre National du Livre (CENAL), organisme inscrit au Ministère de l'Industrie et du Commerce.	

M E M B R E S E C T E U R P R I V E			-Confédération Espagnole des Corporations et Associations de Libraires (CEGAL) -Santillana
	Fédération latinoamericane de producteurs de phonogrammes (FLAP)	-Chambre vénézuélienne des Producteurs Phonographiques -Alliance Nationale pour la défense de l'Industrie Musicale (ANDIM) -Association Phonomécanique du Venezuela (AFONOVEN)	-Association Phonographique et Vidéographique Espagnole (AFYVE) -Organisation Professionnelle des Editeurs de Musique (OPEM) -Gran Via Musical -Subterfuge Records -Virgin España -Warner Chappell ediciones musicales
	Motion Picture Association (MPA)	-Institut vénézuélien de Représentation Cinématographique (INVERECI) -Business software Alliance du Venezuela (BSA) -Association vénézuélienne d'exhibitions de films -Association vénézuélienne de Distributeurs de Vidéogrammes (AVEVI)	
	Business Software Alliance (BSA)	Chambre Vénézuélienne d'Entreprises de Technologies de l'Information (CAVEDATOS)	Business Software Alliance (BSA)
		-Chambre Vénézuélienne de la Télévision par abonnement (CAVETESU) -Association pour la Promotion des Transmissions Légales de Télévision sous suscription (TRANSLEG)	-Televisión de pago -Sogecable
		-Société d'Auteurs et Compositeurs du Venezuela (SACVEN) -Association vénézuélienne des Interprètes et Producteurs Phonographiques (AVINPRO)	-Société Générale des Auteurs et Editeurs (SGAE) -Association des Artistes, Interprètes et Exécutants (AIE) -Artistes, Interprètes, Société de Gestion Espagne (AISGE) -Entité de Gestion des Droits Audiovisuels (EGEDA)
			-Association Nationale des Entreprises de Distribution (ANEDI) -Association Nationale des Grandes Entreprises de Distribution (ANGED) -Association des Représentants Techniques du Spectacle (ARTE) -Centre Espagnol des Droits Reprographiques (CEDRO) -Fédération Anti-piraterie (FAP) -FNAC -Prisa -Sonopress